

EXECUTIVE SUMMARY

Cette édition de l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition se concentre sur les causes, les impacts et les réactions aux crises alimentaires, climatiques et écologiques en 2023. Elle remet en question les fausses solutions à but lucratif et présente des alternatives ancrées dans le droit à l'alimentation et à la nutrition, la justice écosociale, l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.

Les systèmes alimentaires industriels n'ont pas réussi à répondre aux besoins nutritionnels de la population de notre planète. Près de 800 millions de personnes souffrent de la faim aujourd'hui. Nos systèmes alimentaires produisent également environ un tiers des émissions de gaz à effet de serre, contribuant massivement à la crise climatique et exacerbant les difficultés d'accès à la nourriture et à l'alimentation. L'extinction massive des espèces, la destruction des écosystèmes et la perturbation des cycles naturels qui soutiennent la vie sur terre affectent également les systèmes alimentaires.

L'extractivisme, la marchandisation et la financiarisation de la nature ont intensifié l'exploitation, la spoliation et les expulsions violentes. Le contrôle grandissant des ressources naturelles par un petit nombre d'entreprises, d'individus et d'États puissants alimente également la violence fondée sur le genre, les formes de discrimination intersectionnelles et l'accroissement des inégalités.

Ce rapport propose une autre voie fondée sur les luttes des populations contre la mainmise des entreprises, le greenwashing et les pratiques néocoloniales; une voie de défense du droit à l'alimentation et à la nutrition, qui renforce les droits humains des paysans et des autres personnes vivant dans les zones rurales, et garantit la souveraineté alimentaire pour tous. Il comporte quatre sections qui examinent les évolutions internationales, l'alimentation et la triple crise écologique, le colonialisme vert et la décarbonisation, ainsi que les luttes et les solutions apportées par les communautés locales aux crises climatique et alimentaire.

Malgré l'aggravation de la crise alimentaire, peu d'actions internationales décisives ont été entreprises en 2023 pour s'attaquer à ses causes. Au lieu de cela, la domination des forums internationaux par les grandes entreprises s'est poursuivie dans le contexte de tentatives visant à remplacer le multilatéralisme par un partenariat multi-acteurs à l'ONU. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire a cherché à défendre et à démocratiser le multilatéralisme - notamment en soutenant le rôle clé

du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) - et en célébrant la création d'un groupe de travail des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

La crise alimentaire et la triple crise écologique du climat, de la perte de biodiversité et de la pollution sont inextricablement liées. Pour chacune de ces crises, les États et les grandes firmes proposent des solutions technologiques similaires qui ne tiennent pas compte des droits des petits producteurs alimentaires et des autres personnes vivant dans les zones rurales. C'est ce qui est ressorti des négociations sur le climat de la COP 28, dominées par les fausses solutions à but lucratif proposées par les lobbyistes de l'agro-industrie et des combustibles fossiles, notamment les "solutions fondées sur la nature" et les crédits de carbone. Ces solutions perpétuent la crise climatique en ignorant ses causes profondes et en aggravant les abus et les violations des droits de l'homme. Il est urgent de mettre en place des mécanismes de contrôle public pour protéger les droits des peuples autochtones, des paysans et des autres populations rurales dans le cadre des échanges des droits d'émission de carbone.

Ces dernières années, la décarbonisation et les approches axées sur le marché qui y sont associées ont été imposées comme le principal paradigme pour faire face aux crises écologiques et climatiques. Pourtant, de nombreuses communautés de première ligne, organisations de la société civile, chercheurs critiques et scientifiques affirment qu'elles aggravent les crises plutôt qu'elles ne les résolvent. Au lieu de protéger la planète, ce colonialisme vert ne fait que perpétuer sa destruction et la marchandisation de la nature, en aggravant les inégalités existantes et en accélérant l'exploitation des ressources naturelles.

Une transformation écosociale juste de nos systèmes alimentaires, qui protégerait le droit de chacun à l'alimentation et à la nutrition, nécessite une justice globale et la promotion de la souveraineté alimentaire, de l'harmonie et de l'équilibre entre l'humanité et l'environnement. La dernière partie de ce rapport présente des alternatives concrètes aux fausses solutions. Ces alternatives sont déjà mises en œuvre par les membres du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition; elles transforment les systèmes alimentaires à partir de leur base et défendent le droit à l'alimentation et à la nutrition.